% Angles d'Attac

association pour une **t**axation des **t**ransactions financières pour l'**a**ction **c**itoyenne

Bulletin d'information mensuel d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève – www.suisse.attac.org

Numéro 58 – janvier 2009

>>>SOMMAIRE>>>

>>> Après les années de vaches grasses, faut-il réparer ou changer le système? >>>

Année après année, des représentants des 1000 multinationales les plus importantes et des « grands dirigeants » autoproclamés, se réunissent à Davos pour le Forum économique mondial (WEF). Leur objectif est d'influencer l'agenda mondial et, ensemble, d' « améliorer l'état du monde ». On trouve parmi les membres une centaine de « partenaires stratégiques » qui se sont particulièrement engagés pour l'amélioration du monde. Et parmi eux une quantité d'instituts financiers qui au vu de leurs performances n'ont pas été épargnés par les médias : Lehman Brothers, Morgan Stanley, ABN Amro, JP Morgan Chase, Crédit Suisse et bien sûr l'UBS. Mais la multinationale de l'alimentaire Nestlé fait aussi partie de ces partenaires stratégiques.

Auto-dénonciation de la dictature de la finance

Entretemps, la soi-disant crise financière, née de la crise des valeurs hypothécaires aux Etats-Unis, est ressentie dans le monde entier. L'UBS, le plus grand gestionnaire de biens, offrant les meilleurs services en Investment Banking et Private Banking du monde entier, a à ce jour « effacé » plus de 50 milliards de francs et détruit 6000 places de travail. Sans le paquet de sauvetage de 68 milliards financé par

>>>



JAB 2500 BIENNE 4

Retours à attac, rue de l'Orphelinat 15, 2800 Delémont

Programme de la conférence L'Autre Davos

Après les années de vaches grasses, faut-il réparer ou changer le système en temps de crise ?

Vendredi 30 janvier 2009

Kongresshaus Zurich (Gotthardstr. 5)

15h – 17h30:
- Lutte des caisses – un film d'attac Suisse
- Autres films sur la crise et le WEF
- Manif contre le WEF : inventons des slogans et faisons des banderoles...

18h – 20h:

Nestlé: une puissance mondiale qui fait ce qu'elle veut
- Mike Brady (Baby Milk Action)
- un membre du syndicat de l'alimentaire de Colombie (SINALTRAINAL)
- Béatrice Schmid (attac Vaud)

20h30 – 22h30:

UBS et Co : la dictature de la finance se démasque
- Mascha Madörin (économiste féministe)
- Christian Zeller (professeur de géographie économique à Salzbourg et membre d'attac)
- Gilbert Achcar (School of Oriental and African Studies, London, à confirmer)

Pour plus d'informations:
www.otherdavos.net et www.suisse.attac.org

Entrée 10.- à 20.-

Traduction simultanée en français et en allemand

Les organisations suivantes soutiennent L'Autre Davos (Etat au 28.12.2008) :
Basel starke Alternative BastA!, Association Suisse-Cuba, Mouvement pour le socialisme (MPS), SOLIFONDS, CETIM (Centre Europe – Tiers Monde), Gauche Anticapitaliste, SSP, Jeunes Verts Suisse, Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), Comedia, Medico international Suisse, Déclaration de Berne

>>>

les contribuables, l'établissement financier mondialisé aurait risqué la faillite. Ce sont les même gens qui ont toujours prêché que le « marché libre » pouvait tout faire mieux sans l'état qui maintenant supplient la main tendue le dit état. Leur fonctionnement est clair : privatisation des gains et collectivisation des pertes.

Les puissants de ce monde font ce qu'ils veulent

A côté des banques en déroute, la multinationale alimentaire Nestlé semble être un élément moteur stable. L'année dernière, le leader mondial de la branche a de nouveau battu son propre record en se mettant un bénéfice net de 10,6 milliards dans la poche. En octobre 2008 Nestlé proclamait fièrement aller encore plus de l'avant que l'année précédente. Pas étonnant que Nestlé soit l'enfant chéri par excellence de l'industrie suisse. Mais la communauté paie aussi le prix des gains records de Nestlé : les collaborateurs (compressions de personnel, délocalisation de la production, accroissement des emplois temporaires, hostilité des syndicats) ; les paysans et les paysannes (pression sur les prix à la production) ; l'environnement (surexploitation), sans oublier les consommateurs et consommatrices (qualité discutable des produits, transgénique). Ces pratiques rencontrent une résistance ce qui ne plaît pas du tout à la grande puissance de Vevey. Mais que serait une grande puissance sans sa CIA ? La nouvelle est tombée en juin 2008 : Nestlé, par l'intermédiaire de Sécuritas, avait infiltré et espionné un groupe de travail d'attac sur Nestlé. A l'issue de la première audience du tribunal, Nestlé a été jusqu'à déclarer qu'elle n'excluait pas de recourir à nouveau à de tels procédés à l'avenir.

Pour une société au service des êtres humains

Les puissantes multinationales qui contrôlent le « marché libre » font ce qu'elles veulent. Elles sont soutenues en cela par les élites dominantes du monde entier. Il existe pourtant une résistance planétaire contre la dépossession globale ; en Suisse également. Dans le cadre de la mobilisation contre le WEF, attac Suisse organise pour la 9ème fois la conférence internationale appelée L'Autre Davos. Cette année, nous mettrons en lumière la politique des « partenaires stratégiques » du WEF et nous nous attaquerons à la question des alternatives au désastre néo-libéral.



Le texte ci-dessus des repris du tract d'appel à la conférence L'Autre Davos qui se tiendra à Zurich le vendredi 30 janvier.

Voir le programme détaillé ci-contre.

The Other
L'Autre
Das Andere
L'Altro
Davos

>>> Manifestation contre le capitalisme et son World Economic Forum >>>

Samedi 31 janvier
à Genève, 14h00
rue du Mont Blanc.

Alors que la crise des subprimes secoue le monde entier et vient d'atteindre le capitalisme dans son ensemble, plongeant ainsi les Etats-Unis et l'Europe dans la récession, alors que les peuples payent actuellement la facture du capitalisme, l'élite économique et politique s'est une fois de plus donné rendez-vous à Davos du 28 janvier au 1er février. Selon Klaus Schwab, directeur du WEF , le 39e Forum Economique Mondial sera une rencontre « record quant à la quantité et au statut des participants. Cela reflète notre aspiration à trouver une solution commune aux problèmes épineux qui se profilent devant nous » (site internet du WEF). Le bourreau de Tchétchénie, Vladimir Poutine ouvrira le forum, cela donne le ton d'une réunion qui sera menée par l'élite capitalisme mondialisée qui n'hésite pas à affamer toute une partie de la population mondiale et de détruire les cadres d'existences. On peut en déduire que ceux qui ont produit et profité de la crise trouveront des solutions à court terme pour sauver leurs intérêts. C'est une gigantesque opération de spoliation et de vol qui est et sera menée : privatisation des profits et socialisation de pertes.

Crises, climat, guerres : c'est ça le capitalisme. Contrairement à la propagande du pouvoir, cette crise n'est pas le résultat d'un malheureux concours de circonstances ou de spéculations hasardeuses : ses racines sont systémiques, c'est donc le système lui-même avec sa structure et ses mécanismes qu'il faut remettre radicalement en cause. L'échec du modèle capitaliste n'a jamais été aussi évident qu'aujourd'hui, comme l'attestent les crises alimentaires, écologiques et énergétiques ainsi que la précarisation des travailleurs, l'exploitation, les guerres néocoloniales et l'essor permanent du racisme et du sexisme sous toutes leurs formes. Ce modèle, soutenu par les membres et invités du WEF, est inacceptable. Il faut en tirer les conséquences qui s'imposent et lutter pour des transformations sociales radicales.

Mobilisé depuis de nombreuses années pour dénoncer le Forum de Davos et les décisions qui y sont prises, le mouvement anti-WEF subit depuis des années la répression systématique et la criminalisation de la part de l'Etat. La liste est impressionnante : matraquage, ratissage, gazage, arrestations et fichages de masses, quadrillage et militarisation du territoire avec fermeture des frontières, « mesures préventive »... La répression de la contestation anti-WEF participe à la mise en place de politiques d'exceptions. L'objectif du pouvoir est clairement de faire taire le mouvement, il reste qu'il n'a pas réussi pour l'instant à convaincre le peuple que l'ordre dominant actuel serait le meilleur – d'autant moins en cette période de crise. La légitimité de la critique se renforce et nous devons, en nous mobilisant, montrer notre détermination à la poursuivre même si elle dérange l'ordre établi.

Dans la rue contre le WEF, pour un autre monde ! Organiser une grande manifestation à Genève en janvier 2009, prend tout son sens à l'heure de la crise mondiale du capitalisme. Genève se place au cœur de ce système en tant que cité des banquiers privés, en tant que siège du WEF et seul Etat au monde avec Monaco à en être membre, en tant que paradis fiscal - refuge de l'argent extorqué aux populations- en tant que place financière privée et en tant que bourse mondiale aux matières premières, notamment de l'or et du pétrole. Manifester à Genève



de façon pacifique mais avec un contenu radical, dans le cadre de la construction d'un mouvement social large, signifie donc porter nos revendications au cœur du système capitaliste. Nous vous appelons à construire ensemble un front de résistance large à l'échelle internationale pour jeter les bases d'un nouveau modèle politique, social, économique et environnemental radicalement différent.

C'est le Capitalisme qui engendre la crise

C'est avec le Capitalisme qu'il faut en finir !

Organisations signataires (Etat au 10.12.) : Action Autonome, ATTAC Suisse, Gauche anticapitaliste, Organisation socialiste libertaire (OSL) Lausanne, Parti du Travail Genève, Parti suisse du travail, POP & Gauche en mouvement, Revolutionärer Aufbau Schweiz, Revolutionäres Bündnis Region Zürich, Révolutionnaire contre le WEF

Forum Social Mondial 2009

Bélem, Brésil du 27.1. au 1.2.2009

Lancé pour la première fois en 2001 en réaction au forum de Davos, le Forum social mondial aura à nouveau lieu au Brésil cette année, après plusieurs éditions dans d'autres pays.

Les diverses activités autogérées du FSM seront axées sur l'un des 10 objectifs ci-dessus. Elles sont proposées par des organisations, des groupes d'organisations ou réseaux, au cours du processus d'inscription des activités pour le FSM 2009.

Les objectifs ont été fixés après une vaste consultation publique auprès de divers organisations et entités qui participent au processus du FSM.

1 . Pour la construction d'un monde de paix, de justice, d'éthique et de respect des diverses spiritualités, sans armes, en particulier sans armes nucléaires;

2 . Pour la libération du monde de la domination du capital, des multinationales, de la domination impérialiste, patriarcale, coloniale et néo-coloniale et des systèmes inégaux de commerce, pour l'annulation de la dette des pays appauvris;

3 . Pour assurer l'accès universel et soutenable aux bien communs de l'humanité et de la nature, pour préserver notre planète et ses ressources, en particulier l'eau, les forêts et les sources renouvelables d'énergie;

4 . Pour la démocratisation et décolonisation de la connaissance, de la culture et de la communication, pour la création d'un système partagé de connaissances et de savoirs, avec le démantèlement des Droits de Propriété Intellectuelle;

5 . Pour la dignité, la diversité, la garantie de l'égalité de genre, de race, d'ethnie, de génération, d'orientation sexuelle et pour éliminer toutes les formes de discrimination et de castes (discrimination fondée sur la descendance);

6 . Pour la garantie (au long de la vie de toutes les personnes) des droits économiques, sociaux, humains, culturels et environnementaux, en particulier le droit aux soins de santé, à l'éducation, au logement, à l'emploi, au travail décent, à la communication et à l'alimentation (avec la garantie de de la sécurité et de la souveraineté alimentaire);

7 . Pour la construction d'un ordre mondial basé sur la souveraineté, l'autodétermination et les droits des peuples, y compris des minorités et des migrants;

8 . Pour la construction d'une économie démocratisée, émancipatrice, soutenable et solidaire, avec un commerce éthique et juste, centrée sur tous les peuples;

9 . Pour la construction et le développement de structures et d'institutions politiques et économiques – locales, nationales et globales – réellement démocratiques, avec la pleine participation des peuples sur les décisions et le contrôle des affaires et des ressources publiques.

10 . Pour la défense de la nature (l'Amazonie et les autres écosystèmes) comme source de vie pour la Planète Terre et pour les peuples originaires du monde (indigènes, afro-descendants, tribaux, côtiers) qui exigent leurs territoires, langues, cultures, identités, justice environnementale, spiritualité et bien vivre.

>>> Après le capitalisme,

Retour sur la rencontre avec François Houtart, invité par l'Association Suisse-Cuba (soutien attac) à l'Université de Fribourg :

A) le séminaire du 23 novembre 2008 : 50 ans de révolution cubaine - quelles leçons à tirer ?

B) la conférence du 24 novembre 2008 : Après le capitalisme - quelles alternatives ?

A) Séminaire : "50 ans de révolution cubaine - quelles leçons à tirer" ?

François Houtart, qui a visité Cuba une cinquantaine de fois depuis 1953, a brièvement analysé les 50 ans de la révolution socialiste cubaine, ses exploits et ses difficultés, la nécessité de se défendre face aux menaces externes et internes et de la manière exceptionnelle de survie dans les furies économiques et sociales, provoquées par l'impérialisme nord-américain et, surtout, après la débâcle du camp socialiste et l'extinction de l'URSS. Il a souligné le fait que la révolution cubaine n'a pas seulement transformé les structures sociales et politiques, mais aussi les mentalités. Il ne s'agit pas d'idéaliser la Cuba révolutionnaire, qui est ni le paradis, ni l'enfer, mais de s'étonner de la continuité du processus révolutionnaire et de s'interroger sur les défis futurs. Pour les jeunes cubains aujourd'hui, cela va de soi que la santé et l'éducation sont gratuites, qu'il y a onze fois plus de médecins et d'infirmières qu'en 1959, que la mortalité enfantine a baissé de 60 à 5,3 pour mille et que l'espérance de vie a augmenté de 19 ans. Houtart ne croit pas à une trahison de cette pensée et à un retour vers le capitalisme.

Les leçons à tirer pour arriver à un socialisme approfondi : l'importance de l'éducation populaire, les valeurs comme sa solidarité internationale (Cuba envoie plus de médecins dans le monde que l'OMS), les efforts constants de formation politique (fidèle à la pensée de José Martí) et l'importance d'un cadre de valeurs éthiques, comme la solidarité, la dignité, l'amour.

La ministre chargée d'affaires de la République Bolivarienne du Venezuela, une des 20 participantes du séminaire, a insisté à plusieurs reprises que sans l'exemple de Cuba, la révolution bolivarienne du Venezuela n'aurait pas eu lieu.

B) : Conférence publique : "Après le capitalisme - Quelles alternatives"

Comme Samir Amin, François Houtart insiste sur le fait que la crise financière se construit sur un

Des enregistrements audio des conférences suivantes peuvent être empruntés à la BCU de Fribourg et seront téléchargeables sous peu sur le site http://www.fonoteca.ch :

François Houtart : Après le capitalisme, quelles alternatives ? Fribourg 24.11.08 ; Salim Lamrani : Cuba, l'UE, et les droits de l'homme, Fribourg 04.04.2008 ; Ignacio Ramonet : Fidel Castro, Biographie à deux voix, Fribourg, 2.03.2007 ; Susan George, Isabelle Chassot (directrice de l'instruction publique), Luzius Wasecha (chef-négociateur de la Suisse à l'OMC) : Peut-on privatiser l'école ?, Fribourg, 02.02.2005 ; Riccardo Petrella : L'eau, un bien commun, Fribourg, 17.6.1997.

système qui était déjà en crise et que toutes les crises (financière, économique, alimentaire, énergétique et sociale) sont liées entre elles et liées à la même logique, la logique du système capitaliste qui est basée sur l'accumulation du capital et le profit maximum, l'exploitation du monde avec l'intérêt du capital comme moteur de l'économie et l'appât du gain comme seule fin.

La crise financière, prévisible, s'inscrit dans la logique d'une économie libéralisée, dominée par le capital financier. Il s'agit d'une crise globale. Elle n'est qu'un épiphénomène d'une crise beaucoup plus profonde. Houtart donne des exemples exhaustifs et effrayants par rapport à la crise alimentaire, climatique et énergétique, exemples puisés dans ses innombrables voyages sur les trois continents (voir version longue online de ce résumé). Il cite le rapport de M. Nicolas Stern de la Banque Mondiale qui stipule que si les choses continuent ainsi, d'ici la moitié de notre siècle, on aura entre 150 et 200 millions de migrants climatiques, et qu'il nous reste dix à quinze ans pour prendre des mesures. Après, la situation sera irréversible.

Houtart dénonce ensuite le fait que les solutions proposées ne sont pas des solutions réelles, mais des voies qui permettent aux mêmes pouvoirs économiques de dominer le secteur de l'énergie et de continuer avec un modèle qui permet de faire des gains extrêmement rapides sur les revenus du capital. Face à la consommation totalement irresponsable de l'énergie, on n'essaye pas de changer, mais on cherche à continuer avec le modèle du capitalisme pour essayer de résoudre un problème qu'il a créé lui-même ! Si l'Europe consacrerait toute sa terre arable à la production d'agrocarburants, elle ne couvrirait que 10-15% de sa consommation actuelle, ce qui ne suffirait même pas à couvrir l'augmentation de la demande dans 10 à 20 ans. Elle exige donc que les autres continents sacrifient des millions d'hectares. Houtart dénonce la destruction de millions d'hectares arables par des pesticides pour planter des palmiers, par exemple. La biodiversité disparait, on chasse des millions de petits paysans avec l'aide de l'armée et des paramilitaires. Il revient sur l'absurdité d'appeler les agrocarburants des « biocarburants », alors qu'ils n'apportent pas la « vie » (bios en grec), mais la mort (Frei Betto, théologien de la libération, les appelle les « nécrocarburants »).

Pour le capitalisme, les coûts sociaux et environnementaux n'entrent pas dans les calculs économiques. Ce sont des externalités, sauf quand ces dégâts commencent à affecter le taux de profit ! C'est donc la logique même du capital qui est à l'origine de chacune de ces crises ! Il ne suffit pas de dénoncer les abus et les excès, de dénoncer un capitalisme sauvage, comme s'il existait un capitalisme humain. Comme dans son ouvrage en 2005, Houtart réclame que nous délégitimions ce système, qu'il faut trouver des alternatives sérieuses, et pas seulement des régulations, comme par exemple vider les caisses de l'Etat pour sauver les banques !

C'est ici qu'il commence à aborder les alternatives. Pour parler d'un socialisme du XXIe siècle, François Houtart propose quatre grands axes:

1. l'utilisation renouvelable des ressources naturelles, avec leur contrôle collectif et un usage rationnel, excluant leur privatisation ;

2. la valorisation de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, ce qui constitue le centre de la doctrine économique du socialisme et sa contradiction fondamentale avec le capitalisme ;

3. une démocratie généralisée, non seulement dans le champ politique, avec l'adoption d'une démocratie participative, mais aussi dans le champ économique et dans toutes les institutions (par exemple l'eau, qui a été privatisée pendant 20 ans à Paris, redevient aujourd'hui un bien public).

4. la multiculturalité. Pour construire une société nouvelle, toutes les cultures, tous les savoirs traditionnels, les diverses philosophies et religions peuvent contribuer à l'éthique nécessaire à la poursuite des objectifs. Le monopole de la culture occidentale ne peut pas continuer. C'est aussi cette culture qui a porté le système capitaliste.

Il faut (re)construire des utopies, non comme des illusions mais comme des éléments, petits et grands, qui sont réalisables concrètement, qui n'existent pas aujourd'hui, mais qui pourraient bien exister demain.

Il ne faut toutefois pas oublier l'immédiat. Des réformes sont nécessaires : 30'000 personnes meurent aujourd'hui ! Mais pas simplement des réformes pour adapter, pour rendre plus humain le système, mais dans le cadre d'une prise de conscience des acteurs pour transformer et remplacer le système actuel.

Une fois de plus, François Houtart cite l'Amérique Latine comme modèle intéressant : « C'est le seul continent où nous sommes passés des résistances aux alternatives ! » La marche des indigènes sur Bogota, la conscience politique de ces gens qui risquent la mort au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, beaucoup moins au Brésil, au Paraguay. Et toujours, l'exemple de Cuba. Ces économies donnent des pistes dans les domaines culturels, économiques, etc. L'ALBA, la Banque du Sud, le Petrocaribe, etc. se traduisent en politiques concrètes. Grâce aux méthodes de Cuba appliquées en douze mois, le Venezuela a été reconnu par l'Unesco comme le seul pays du continent avec Cuba à avoir éliminé l'analphabétisme. Il est clair que nous ne sommes pas sortis du capitalisme. Certains le reprochent aux leaders du Sud. Pour François Houtart, c'est un manque de pensée dialectique : nous nous trouvons devant des réalisations nouvelles qui ne sont peut-être pas parfaites mais qui montrent que c'est possible d'avancer. Les porteurs de ce grand projet et de cette utopie sont les mouvement populaires.

Après avoir vu, analysé, jugé, il s'agit maintenant de commencer à travailler. Pourtant, Houtart nous met en garde : « Chaque petite chose doit être effectuée dans la perspective de la grande utopie, d'une transformation de la logique du système dans lequel nous sommes, sinon elle va être absorbée par le système. L'action doit se situer à court terme (par exemple avoir nationalisé l'eau à Paris), à moyen terme (par exemple la taxe Tobin ou l'abolition des paradis fiscaux, etc) et à long terme, en fonction de nos quatre grands axes. »

S'ensuivit une petite expérience de démocratie participative d'environ une heure avec l'auditoire.

Andrea Duffour

François Houtart, docteur en sociologie, professeur émérite de l'Université Catholique de Louvain, fondateur du Centre Tricontinental et de la revue Alternatives Sud. Prêtre marxiste, proche de la théologie de la libération, membre du comité international du Forum Social Mondial.

2e pilier: Signez le référendum contre la diminution du taux de conversion

Le 19 décembre, le parlement a voté une loi visant à diminuer, par paliers, le taux de conversion de 7,1 actuellement à 6,4% dès 2015. Concrètement, cela signifie que la personne qui aura atteint un capital de 100'000.- francs avec ses cotisations à la LPP recevra une rente annuelle de 6'400.- francs au lieu de 7'100.- francs, soit une diminution de l'ordre de 10%.

Plusieurs forces de gauche, dont Unia, ont décidé de s'opposer à cette modification de la loi en lançant un référendum. Attac soutient ce dernier. À court terme, il s'agit de lutter contre la détérioration des conditions des rentiers et des rentières. À plus long terme, Attac appelle à une refonte complète du système des trois piliers, en renforçant la prévoyance par répartition (AVS), au détriment de celle par capitalisation (LPP ou 2e pilier), qui montre aujourd'hui clairement ses insuffisances.

Pour des alternatives

Plus de 35 ans après l'échec des pensions populaires, il est nécessaire de remettre à l'ouvrage une revendication fondamentale : les rentes AVS doivent garantir le minimum vital. Plusieurs voies ont déjà été avancées pour atteindre ce but. On pourrait, par exemple, décider de diminuer les prélèvements obligatoires du 2e pilier pour les transférer à l'AVS, de façon que cette dernière assure un revenu minimal de 3'000.- à 3'500.- francs. Dans la période transitoire, les sommes accumulées par les salarié-e-s dans le 2e pilier doivent continuer d'être garanties.

>Agenda national>

Mobilisations contre le World Economic Forum :

Samedi 17 janvier:

Tour de Lorraine dans le quartier de la Lorraine à Berne, de nombreuses conférences, films et concerts, DJ's. Plus d'info sous : http://www.tourdelorraine.ch/

Vendredi 30 janvier de 15h-22h30:

l'Autre Davos Après les années grasses, faut-il réparer ou changer le système en temps de crise ? Kongresshaus Zurich.

Samedi 31 janvier, 14h:

Manifestation contre le capitalisme et le WEF, Rue du Mont Blanc, Genève

>>>

Le système de retraite que nous connaissons, dit des trois piliers, a une histoire plus longue qu'on ne l'imagine. Les premières caisses de pension sont apparues à la fin du XIXe siècle, essentiellement dans les grandes entreprises. Par ce biais, ces dernières s'assurent une meilleure intégration du personnel. Rapidement, les assurances privées s'engouffreront dans le système en proposant des solutions aux plus petites entreprises qui n'ont pas les moyens de créer leurs propres caisses.

Mais la situation reste insuffisante pour les salarié-e-s ; la création d'une prévoyance vieillesse publique sera une des principales revendications de la grève générale de 1918. C'est finalement en 1948 que sera introduite l'AVS. Afin d'éviter que cette dernière ne concurrence les institutions privées existantes, le Conseil fédéral, les associations économiques et les assureurs feront en sorte que les rentes AVS ne permettent pas de garantir un minimum d'existence.

A la fin des années '60, le Parti du Travail lance une initiative pour des retraites populaires qui assurent des rentes suffisantes pour vivre. Le système des trois piliers que nous connaissons aujourd'hui est issu d'un contre-projet à cette initiative. Il a été accepté en votation populaire en 1972.

Un système en crise

Les rentes AVS se situent actuellement dans une fourchette allant de 1'140.- à 2'280.- francs, ce qui est insuffisant pour vivre. 10% des retraité-e-s doivent recourir aux prestations complémentaires. La pauvreté concerne essentiellement les femmes qui, en raison du travail à temps partiel et de salaires plus bas, ont moins cotisé au 2e pilier. D'une façon générale, ce sont les mieux lotis qui bénéficient le plus du 2e pilier, les plus pauvres devant se contenter de l'AVS et des prestations complémentaires.

La crise qui a éclaté l'année dernière a mis fin à la légende selon laquelle le 2e pilier serait un système plus sûr que l'AVS. Le 20 juillet 2008, la Sonntagszeitung a calculé que les caisses de pension avaient perdu 55 milliards de francs depuis le début de l'année, soit environ 10% de leur fortune. Les indices Pictet, qui font référence en matière de prévoyance, ont baissé entre 12,26% et 32,53% en 2008, suivant les stratégies de placement. Le Conseil fédéral a reconnu, lors de sa réunion du 19 décembre, que 30 à 50% « des caisses devraient présenter un découvert », c'est-à-dire qu'elles ne sont plus en mesure d'assurer la totalité des prestations qu'elles devraient fournir. Si les marchés remontent, le problème se résoudra de lui-même, sinon il faudra prendre des mesures. Lesquelles ? Dans un rapport soumis à cette occasion au Conseil fédéral, l'OFAS pense « en particulier à un sacrifice plus important de la part des rentiers » [1]. Comme quoi, au niveau officiel, la seule solution envisagée en cas de problème est de s'en prendre directement aux plus démunis ! Plusieurs mesures ont d'ailleurs déjà été prises en faveur des assureurs et au détriment des salariés, notamment la baisse du taux d'intérêt minimum à 2% et la diminution du taux de conversion, qui est attaquée par référendum (voir ci-contre).

Au niveau de l'AVS, la situation est bloquée. Tant les économies proposées par le Conseil fédéral dans la 11e révision que les améliorations contenues dans l'initiative pour des rentes flexibles des syndicats ont été refusées en votation. Le débat n'est pas clos pour autant.

Michel Pellaton

____

Note:

[1] Rapport Klausur

>>> Libre-circulation: une votation trompe-l'oeil >>>

Le 8 février 2009, les personnes ayant le droit de vote se prononceront sur la confirmation des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne. Elément clé des accords : la libre circulation des personnes avec l'UE-25 et l'élargissement de celle-ci à la Roumanie et à la Bulgarie. Quelle est la position de la gauche ?

Déjà la notion de libre circulation pose un problème majeur : la libre circulation et le droit d'établissement dans le sens des accords s'appliquent exclusivement aux personnes venant des Etats membres de l'UE et qui sont actives sur le marché du travail suisse. Si avec les membres de l'UE-15 les contingents n'existent plus depuis début juin 2007, pour les pays de l'Europe de l'est (UE-16 à 25), les autorités suisses fixent le nombre d'accueil jusqu'à avril 2011. Pour la Roumanie et la Bulgarie, la limitation durerait sept ans après la mise en œuvre des accords. En plus, si l'immigration devait augmenter de manière importante, les autorités auraient la possibilité de réintroduire les contingents pour les pays de l'UE-15. Bref : la libre circulation des personnes est adaptée aux besoins de l'économie suisse en main d'œuvre étrangère.

Les mesures d'accompagnement

Pour combattre le dumping social et salarial, les syndicats ont négocié en 2004 les mesures d'accompagnement qui ont été complétées en 2006. Les éléments les plus importants de ces mesures d'accompagnement sont : la loi sur les travailleurs détachés, c'est-à-dire le respect des conventions collectives de travail (CCT) pour les travailleurs venant de l'étranger pour toutes les branches ; l'établissement de commissions tripartites pour le contrôle des conditions de travail (salaire, temps de travail, etc.) ; l'introduction de contrôleurs des conditions de travail au niveau cantonal ; des sanctions pour les entreprises qui ne se tiennent pas aux règles. Des études ont démontré que les mesures d'accompagnement ne sont pas suffisantes. Le dumping salarial est une réalité importante, les contrôles sont trop faibles : avec seulement 150 inspecteurs dans toute la Suisse (sic !), une entreprise risque d'être contrôlée une fois tous les cent ans, autrement dit jamais. En plus, les sanctions sont trop légères. Une amende de 5000 francs pour une entreprise qui peut faire augmenter son profit au détriment des revenus des salarié-e-s ne correspond même pas à une sanction symbolique.

La position des syndicats

Mi-décembre 2008, les syndicats ont confirmé leur soutien à la voie bilatérale. Pour l'USS, un non correspondrait à « un jeu irresponsable avec les places de travail ». La réglementation des travailleurs détachés et les mesures d'accompagnement ne comptent qu'avec les accords sur la libre circulation. De plus, sans ces accords, le risque de dumping social et salarial augmenterait. Les syndicats ont demandé l'augmentation du nombre d'inspecteurs de 150 à 180 jusqu'à 2010. De cette façon, les contrôles annuels « sur le terrain » augmenteraient de 22'500 à 27'000 – un chiffre bien ridicule si on considère la réalité sur les chantiers, dans les restaurants, etc. Les syndicats espèrent limiter les abus par des CCT dans différentes branches. Des CCT de force obligatoire ont été signées récemment pour la branche de la sécurité, du nettoyage et de la construction de bois. Pour la branche temporaire, ils sont en train de négocier la force obligatoire de la CCT. Le problème : le contenu de ces CCT n'est pas suffisant pour lutter contre les abus. Dans la CCT pour la branche temporaire par exemple, les syndicats ont signé la paix absolue en cas de conflit et exigé que seulement les clauses concernant le salaire et le temps de travail d'autres CCT soient reprises, et non pas l'ensemble des clauses existant dans les CCT des secteurs. En plus, les salaires minimum sont extrêmement bas : 3000 à 3200 francs mensuels pour les « sans formation » et 4000 à 4300 « avec formation » - des nouvelles références salariales ont été signées. Bref : on assiste là au renoncement à une bataille syndicalo-politique sur ce terrain décisif, surtout en temps de crise.



Ne laissons pas le terrain à la droite

Le thème de la libre circulation est repris par la droite pour avancer avec la politique xénophobe et de sécurité. Le non de droite est un non qui veut limiter la libre circulation aux travailleurs qui servent à l'économie suisse. La volonté de l'UDC de séparer les deux questions – d'un côté la confirmation de la libre circulation avec les pays de l'UE-25, de l'autre l'élargissement à la Roumanie et à la Bulgarie – ne signifie pas qu'ils ne veulent pas profiter des travailleurs des deux pays, mais qu'ils souhaitent limiter l'entrée des Roms. La politique économique de la droite est étroitement liée à la politique de sécurité avec de fortes caractéristiques xénophobes, voire racistes.

Pour une véritable libre circulation

La campagne de gauche sur la libre circulation doit embrayer sur la question de la sécurité, mais la retourner : sécurité ne signifie pas mener une politique répressive contre les immigré-e-s ; la vraie sécurité est la sécurité sociale. Une véritable libre circulation intègre au minimum les éléments suivants :

• elle ne s'oriente pas en fonction des besoins de l'économie suisse de main d'œuvre étrangère, mais signifie que chaque personne – européenne et extra-européenne – peut librement choisir sa résidence et son lieu de travail.

• elle doit être accompagnée par des mesures qui assurent la sécurité sociale. Ceci comporte l'accès de chaque personne aux institutions de sécurité sociale (chômage, assurance invalidité, AVS, etc.), le renforcement de ces institutions et un salaire minimum légal qui assure une vie digne et diminue la pression sur les salaires.

Alors, un non de gauche à la libre circulation le 8 février ne signifie pas le rejet de la libre circulation en tant que telle, mais bien le refus de la libre circulation de la main d'œuvre « exploitable », de la mise en concurrence des salarié-e-s et ainsi de l'avance du système capitaliste globalisé.

Maurizio Coppola

>>>AGENDA>>>

> Genève >

Samedi 10 janvier, 18h30

au cinéma Spoutnik, rue de la Coulouvrenière 11
Projection du film "Noam Chomsky et Cie" de Daniel Mermet (animateur de l'émission quotidienne "Là-bas si j'y suis" sur FranceInter) en présence du réalisateur (sous réserve).
Le film sera suivi d'un débat. Prix d'entrée Fr. 11.-/7.-)

Mardi 20 janvier, 20h

Comité ouvert chaque 3ème mardi du mois à 20h (local d'attac, Maison des Associations, 15 rue des Savoises)

Mercredi 4 février, 20h

Groupe de réflexion de Claude Sumi: thème l'alimentation.
Café des Savoises

> Vaud >

Les rencontres mensuelles changent de jour en 2009 : en règle générale, elles auront lieu le troisième mercredi de chaque mois. Nous nous retrouvons au Centre Pôle Sud dans la salle vidéo au 1er étage:
Mercredi 21 janvier, 20h
Mercredi 25 février, 20h
Mercredi 18 mars, 20h
Mercredi 22 avril, 20h
Mercredi 20 mai, 20h
Mercredi 17 juin, 20h
Mercredi 15 juillet, 20h

> Neuchâtel >

Prochaines séances du comité :

Jeudi 5 février 2009, 20h
Jeudi 12 mars 2009, 20h
Jeudi 23 avril 2009, 20h
Jeudi 28 mai 2009, 20h
Jeudi 18 juin 2009, 18h : Assemblé générale, suivie du comité dès 20h.
Toutes les séances ont lieu à la Maison des syndicats, avenue de la Gare, 2e étage, Neuchâtel.

> Valais >

18 février, 19h :

Assemblée Générale d'attac Valais, suivi d'un apéritif. Le Totem, rue de Loèche23, Sion.

>>> Comment sortir du néo

Propositions d'Attac Genève rédigées fin 2007 / début 2008. Ces propositions n'engagent que l'opinion d'Attac Genève.

Introduction

L'économie est trop complexe pour présager le succès de quelque chose qu'on n'a jamais essayé. Les théories sont contradictoires, chacun prêche pour sa chapelle. Les bases habituelles, comme l'équilibre général ou l'anticipation rationnelle, ne correspondent pas à la réalité. La concurrence pure et parfaite n'existe qu'en théorie et les simulations utilisant des mathématiques d'avant-garde n'ont pas grand succès quant aux prévisions, car il y a trop de paramètres à considérer et, surtout, le facteur humain, prépondérant, est trop complexe pour être quantifié. Même en physique, où des lois bien définies existent, tout peut être remis en question. L'économie n'est pas une science exacte. Alors que faire ? Mettre toutes les théories au rebut ? Je pense qu'il faut raisonner empiriquement, voir quels résultats a donnés l'application des diverses théories dans le passé, corriger les défauts constatés et ressortir les bonnes théories qui ont été écartées à tort. Si les conditions changent -tout évolue-, ajuster les mesures et les théories qu'on applique.

Qu'ont fait les promoteurs de l'idéologie économique dominante ? Au lieu de bâtir sur les expériences du passé, ils ont fait un saut en arrière dès les premières inadéquations théoriques constatées. Ils ont fait comme si, en physique, les scientifiques disaient : la théorie de la relativité ne joue pas avec la théorie quantique ; laissons tomber Einstein, retournons à Galilée. L'économie libérale s'est terminée en 1929 avec la grande crise, démontrant sa faiblesse. Les néolibéraux, au lieu de chercher à faire évoluer la théorie keynésienne, sont retournés au XIXème siècle.

Quel était le système économique qui a le mieux marché dans le passé ? On a vu que le système libéral a échoué, de même que le socialisme à la sauce soviétique fut un échec. C'était pendant la période keynésienne que le niveau de vie des masses et la productivité ont le plus augmenté (les théories keynésiennes ont tenu compte de toute la recherche qui les précédait : Smith, Ricardo, Walras, Marx, etc.). Le système néolibéral se vante de recherche d'efficacité maximale. Toutefois, les statistiques prouvent que dans les pays les plus avancés, la création de richesses annuelles était plus importante entre 1945 et 1973 qu'entre 1973 et 2006. De plus, l'écart entre pauvres et riches s'est agrandi et la pauvreté a augmenté pendant la deuxième période ; au contraire, l'écart et la pauvreté ont diminué pendant la première période. Si l'on considère l'Amérique du Sud, la période néolibérale était catastrophique.

Beaucoup d'économistes rejettent le système capitaliste et l'économie de marché. Mais, pour les remplacer, il faudra tout inventer, sans pouvoir anticiper le résultat. Ce qui a le mieux marché jusqu'ici a été l'économie de marché régulé, qui est donc l'essentiel du système keynésien. Si l'on veut un système permettant une redistribution des richesses équitable et une efficacité économique maximale, il faut envisager de réguler le marché, en tenant compte des théories des grands économistes du passé, de manière empirique.

Bases de réflexion

Dominique Strauss-Kahn, professeur d'économie, bien que socialiste ayant mené une politique économique néolibérale quand il était ministre de l'économie, a écrit dans l'article : « La gauche face au capitalisme » de la revue L'Economie Politique [1], que

l'économie mondiale est dominée par les marchés financiers.

En effet, les banques centrales les plus puissantes ne peuvent contrecarrer les marchés financiers : elles doivent y adapter leur politique monétaire. Si les entreprises cotées en bourse travaillent à court terme et perdent ainsi leur efficacité et leur indépendance ; si ces entreprises, au lieu de conquérir des marchés par l'effort de recherche et de compétition, grandissent par acquisition d'entreprises souvent concurrentes, c'est à cause des mécanismes des marchés financiers. Les oligopoles se forment et la concurrence ne fonctionne plus très souvent de ce fait. Pourtant, des lois antitrust existent, mais elles ne sont pas appliquées ou ne sont plus adaptées à la mondialisation.

Une des causes des délocalisations d'entreprises est le dumping monétaire : les taux de change, fixés par les marchés financiers en fonction de critères financiers, ne correspondent pas à l'économie réelle. Le prix du même produit d'un pays à l'autre peut varier actuellement d'un facteur allant jusqu'à dix, en dépit des théories économiques selon lesquelles les prix devraient être les mêmes partout, avec une correction due au prix du transport. De ce qui précède ressort que c'est une action vigoureuse contre la domination des marchés financiers et leur réglementation qui s'impose en premier lieu.

Un deuxième facteur, qui déstabilise les finances des États et qui empêche la redistribution des richesses, est la concurrence fiscale liée ou non aux paradis fiscaux. Certains paradis fiscaux, mais aussi le système financier mondial, facilitent le recyclage de l'argent provenant de la criminalité. Le système entrave le paiement des charges de l'État, et les charges sociales du capital vers les employé-e-s ; ainsi, l'État ne veut plus soutenir convenablement les faibles, d'où augmentation de la pauvreté.



Troisièmement, on est en train de retourner aux lois de la jungle, au chacun pour soi. On prétend favoriser le mérite. L'État protège les forts, pas les faibles. Les lois sociales et le droit du travail sont affaiblis, et dans certains pays, elles n'existent pratiquement pas. Cette philosophie est la base du néolibéralisme économique. On oublie la solidarité, sans laquelle la société ne peut fonctionner. On ne travaille pas seul, c'est le travail en équipe qui est le plus efficace. Mais aujourd'hui, quand une entreprise marche bien, on rémunère mieux les dirigeants en oubliant le personnel, sans lequel rien n'est possible. Le personnel ne profite plus au même titre que le capital de l'augmentation de la productivité. Aux États-Unis, la part du produit national brut pour les salaires a baissé de 53% en 1970 à 45% en 2006. Selon le Département du Commerce, l'augmentation de la productivité « utile », celle qui résulte de l'augmentation de salaires et de standard de vie, était en moyenne de 3.1% pour la période de 1947 à 1973, alors qu'elle n'était que de 1.8% pour les périodes de 1973 à 1995 et de 1995 à 2006. En France, le revenu salarial a baissé de 73 à 65% du PIB entre 1992 et 2006. L'augmentation du revenu du capital au détriment des salaires provoque l'inflation des marchés financiers, qui conduit à des crises boursières à répétition et a un effet aggravant le déséquilibre macro-économique.

Quatrièmement, les banques centrales, par leur politique monétariste, ont provoqué le chômage et continuent de le maintenir. Si la banque centrale états-unienne est censée se préoccuper aussi bien de la réduction du chômage et de la croissance que de la lutte contre l'inflation, les banques centrales européennes ne s'occupent que de la stabilité des prix ; et pourtant, tout est lié…

Cinquièmement, les économistes et les politiciens néolibéraux prétendent que le libre-échange enrichit tout le monde, alors que l'histoire économique prouve le contraire. Une politique de libre-échange bien pensée est probablement favorable si les pays en question ont le même niveau de développement. De plus, les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, non seulement reflètent l'idéologie néolibérale, mais de plus avantagent les pays développés et les multinationales, faisant fi de l'écologie, des droits de l'homme, du droit du travail ou du principe de précaution. L'industrie des pays du tiers-monde ne peut pas se développer à cause des marchés ouverts aux multinationales. Le tout à l'exportation ne permet pas de développer le marché intérieur et fait maintenir les salaires trop bas.

Sixièmement, le moteur de l'économie de marché, la concurrence, ne fonctionne pas comme le prétend la théorie. Les multinationales deviennent de plus en plus grandes et forment le plus souvent des oligopoles. Les grandes sociétés ne grandissent plus en augmentant leur part de marché ou par acquisition de nouveaux marchés mais par le rachat de leurs concurrentes avec des fusions-acquisitions. Elles n'ont donc plus besoin de se faire concurrence. Les règles de propriété intellectuelle, de plus en plus contraignantes et envahissantes, jouent un rôle croissant dans la monopolisation de l'économie. Le pouvoir d'achat des masses s'est érodé, même dans les pays avancés.

Septièmement, les services publics sont partout démantelés. Les privatisations ont parfois fait baisser les prix au départ, mais rapidement les prix ont partout augmenté. La téléphonie semble en premier examen une exception, les prix ayant baissé pour la téléphonie fixe, ce qui est dû en fait aux progrès technologiques et non à la privatisation. Par contre, si l'on ajoute le prix des mobiles, la facture totale payée par les consommateurs a considérablement augmenté. Ce qui est logique, car les sociétés privées font des bénéfices qui sont payés par les consommateurs. Le domaine de distribution et production d'eau et d'électricité n'est pas adapté à une exploitation par des sociétés privées : l'investissement doit être fait pour 30-50 ans, alors que ces sociétés sont obligées de travailler à court terme. Elles n'ont pas intérêt non plus à investir pour une capacité de production suffisante. On a vu des pénuries d'électricité, souvent même provoquées exprès par les

IMPRESSUM

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Joëlle Amara, Maurizio Coppola, Andrea Duffour, Ounsi El Daïf, Ernset Hamsag, Gérald Mermet, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Jane Seligman

Les articles n'engagent que leurs auteurs. Ils ne représentent pas forcément la position d'Attac

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coorditrad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION FIN FÉVRIER

COURRIER DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, zurich@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne-Jura:
Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne-jura@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org



producteurs, ce qui donne des envolées de prix désastreuses (par exemple la Californie).

Actions

1. Les marchés financiers et le dumping monétaire

Il faut éliminer l'excès de spéculation, contre lequel s'est déjà élevé Keynes et plus tard James Tobin (prix de la Banque de Suède en mémoire de Nobel). L'introduction de la «Taxe Tobin», version Spahn, stabilisera les taux de change, évitera les crises monétaires et, de plus, rapportera des fonds utiles pour le développement. Il s'agit d'une taxe très faible de 0.01 à 0.1% sur chaque opération de change, pour ne pas gêner le commerce. La variante Spahn prévoit une augmentation substantielle automatique de cette taxe en cas de variation brusque des taux de change, pouvant aller même jusqu'à 100%. De nombreuses études ont montré la faisabilité et l'efficacité de ce système.

Une imposition des gains sur les valeurs boursières en fonction de la durée du maintien des acquisitions, un peu comme elle existe sur le marché immobilier, diminuera considérablement la spéculation. Par exemple, si l'on achète une action et on la revend en moins d'un mois, une taxe de 70% sera prélevée sur la plus-value ; si on la revend dans un an, seulement de 30% et si la vente se fait dans 5 ans, la taxe sera seulement de 10%. Les pourcentages et les délais devraient pouvoir être ajustés selon l'expérience. Cela obligera les entreprises à travailler à long terme, donnant plus d'efficacité et respectant mieux le capital humain. En Suisse, la non-imposition des gains en capital est injuste car ainsi, c'est le travail qui paie toutes les charges de l'Etat. La Suisse impose la fortune, ce qui est à certains égards mieux que l'imposition des gains en capital. Elle ne l'impose en revanche pas assez. Cette mesure fait d'ailleurs partie de la compétition fiscale, néfaste pour la communauté. Les crédits bancaires pour la spéculation devront être interdits. Une limitation de la spéculation par ces mesures fera que les taux de change s'approchent des taux correspondant à l'économie réelle. Pour aider à stabiliser les marchés financiers, il sera judicieux d'appliquer la solution préconisée par Keynes et reprise par Joseph Stiglitz : la communauté internationale pourrait émettre une monnaie fiduciaire nouvelle, qui servirait de monnaie de réserve et pourra remplacer le dollar, dont les fluctuations perturbent les marchés, comme monnaie de réserve. Il faudra également interdire certains instruments financiers comme les dérivés et la vente à découvert.

2. La compétition fiscale

Aujourd'hui, les États, les régions, en Suisse les cantons et les communes, cherchent à attirer les entreprises et les contribuables riches en leur offrant des conditions de plus en plus favorables. Résultat : l'État a de moins en moins d'argent pour les besoins de la collectivité et ce sont ceux qui travaillent qui doivent porter le gros des charges de la communauté. Pour remédier à cela, il faudra des accords d'harmonisation fiscale nationale et internationale, qui permettent de sauvegarder les intérêts de chaque collectivité en imposant également les multinationales et les gros contribuables. Les paradis fiscaux doivent être éliminés, la communauté internationale mettant en place des solutions de rechange pour les quelques bancs de sable qui n'ont guère d'autre choix d'activité économique. Le secret bancaire devant le fisc devra également être éliminé.

3. Productivité et solidarité

Il faut que les salaires suivent l'augmentation de la productivité. Il faut une politique générale de

la répartition des revenus. Les salaires des dirigeants ne devront pas dépasser un certain multiple du plus faible salaire dans l'entreprise (l'association Actares défend des ratios précis à ce propos : voir www.actares.ch). Les stock options comme moyen de rémunération devront être interdits, remplacés par une forme de participation aux bénéfices.

Les règles de comptabilité servent de plus en plus les intérêts de l'économie financière plutôt que la réelle. Elles sont si hermétiques que seule une poignée d'entreprises transnationales de comptabilité sont capables de les maîtriser. Ces quelques entreprises constituent un oligopole. Or, ce quarteron se charge non seulement de la comptabilité, mais également du contrôle des comptes. Ce copinage, pour ne pas dire confusion d'intérêts, dessert l'honnêteté des comptes, comme l'ont amplement illustré de trop nombreux scandales, à commencer par le cas Enron.

Obliger les pauvres à faire un travail dégradant est une solution inacceptable. Le BIT défend et définit, par le biais de négociations internationales tripartites (travailleurs, employeurs et gouvernements), l'ensemble des normes qui porte le nom de travail décent. Pour être admis dans les circuits du commerce international, tout produit devra répondre à ces normes. Chaque pays doit être libre de déterminer démocratiquement sa politique sociale et environnementale, tout en respectant les normes internationales de droits de l'homme et du travail. Les autres pays doivent accepter cette décision : le principe OCDE du « pollueur payeur ».

4. La politique et les statuts des banques centrales

La politique monétariste qui aggrave le chômage doit être abandonnée. Le crédit devrait être mieux réglementé. Nous avons vu qu'aux États-Unis, où la banque centrale est aussi responsable de la lutte contre le chômage et de la promotion de la croissance, cette dernière était plus élevée qu'en Europe pendant la dernière décennie. Parallèlement, l'inflation est de 1 à 2 points plus élevée ; le chômage y est moindre, accompagné aussi de contraintes et de qualité du travail plus faibles. Les statuts des banques centrales européennes devront être modifiés dans ce sens, et une certaine inflation devra être tolérée, car sa réglementation excessive limite la croissance et empêche la réduction drastique du chômage. Le crédit devrait aussi être mieux réglementé partout.

5. Les échanges internationaux

Les statuts, le fonctionnement et la philosophie de l'OMC devront être changés. L'Organisation mondiale du commerce devra réguler le commerce et ne pas promouvoir le libre-échange. Les droits de l'homme, le droit du travail et les normes environnementales internationales doivent primer sur les règles du commerce international. Les règles de l'OMC devront respecter la législation de chaque pays sur la santé et l'environnement. Les pays membres devront pouvoir sortir d'un accord avec un certain délai, mais sans pénalité. Les pays du tiers-monde devront pouvoir protéger leurs industries naissantes. Le marché intérieur ne doit pas être défavorisé par rapport aux exportations. L'historien Emmanuel Todd disait : « Le protectionnisme européen est la seule réponse réaliste à la compression des salaires en Europe » [2]. Tant qu'il y a dumping, les droits de douane et autres protections devront subsister. La notion de « dumping » devra signifier : prix d'exportation inférieur au prix de production et non au prix du marché intérieur du pays exportateur. Le principe de précaution devra être accepté par l'OMC et la preuve d'innocuité pour les aliments et les médicaments devra être fournie par le pays producteur. Les gouvernements devront avoir le droit de choisir leurs fournisseurs pour d'autres raisons que la qualité et le prix. Les brevets sur la vie doivent être interdits. La séparation au sein des règles commerciales entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire devra être respectée.



6. La concurrence

Les lois antitrust devront être renforcées et appliquées. Les grandes multinationales formant des oligopoles devront être démembrées, afin d'améliorer la concurrence. Les Etats devront pouvoir fixer des marges maximales pour les diverses branches du commerce de détail et de gros (cela existe pour les pharmacies, par exemple). Des pénalités devront être appliquées pour des services défaillants.

7. Les services publics

Les services publics ne devront plus rester dans le secteur privé. Les assurances sociales devront être gérées par les États ou, mieux, par un organisme tripartite. Pour la santé, cet organisme serait composé de malades, fournisseurs de soins et Etat ; pour les retraites, de cotisants + retraités, entreprises et Etat. Les secteurs déjà privatisés devront retourner progressivement à l'Etat, moyennant un dédommagement raisonnable.

Comment faire ?

En plus de trente ans, le néolibéralisme s'est installé. Son démantèlement risque d'être long également. Il faut commencer par démontrer l'ineptie du système néolibéraliste, pour celles et ceux qui n'ont pas compris, à la lumière de la crise présente et du passé (1929, chômage, insécurité générale, Argentine, perte de pouvoir d'achat des masses dans les pays développés, augmentation de la pauvreté). Les nouvelles idées devront être propagées par les médias et les politiciens. Il faudra terminer avec le mensonge de l'économie dominante, qui dit qu'il n'y a pas d'autre voie. Ensuite, un pays de l'Union Européenne devra décider d'arrêter de continuer de libéraliser et persuader les autres pays de le suivre. En Suisse, des référendums devront s'opposer au libéralisme. Les propositions ci-dessus devront être amendées et mises à jour en fonction des conditions et des abus constatés.

Groupe Finance - attac genève 2007-2008

Notes :

[1] Economie Politique, N° 34, 2e trimestre 2007

[2] Exclusivité vidéo marianne2007.info

>>> Arrêtez les crimes israéliens à Gaza! >>>

Les bombardements israéliens sur Gaza opèrent un véritable massacre et mènent une fois de plus le conflit d'occupation israélo-palestinien vers un nouvel abîme sanglant. A l'heure où nous écrivons ces lignes, 420 personnes ont péri et 2180 sont blessées, ce qui fait de ces journées les plus sanglantes depuis 1967. Fortifié par la tiédeur des réactions internationales et par le soutien des États-Unis, le gouvernement israélien a fait savoir que ceci n'est que le début de l'offensive.

Quoique Israël et de nombreux commentateurs puissent prétendre, les bombardements actuels de Gaza ne sont pas une réaction aux tirs de roquettes du Hamas qui a mis fin au cessez-le-feu le 19 décembre. Le journal israélien Haaretz (28.12.2008) écrit que le ministre de la Défense Eduh Barak a ordonné il y a déjà six mois à l'armée de se préparer à cette opération, au moment où le gouvernement israélien avait entamé avec le Hamas les négociations pour un cessez-le-feu. En outre, l'argument qu'Israël veut atteindre le Hamas ne justifie en aucune façon que des civils soient la cible de mesures punitives et d'opérations militaires. En réalité, c'est toute la population de Gaza qui est touchée. Ce qui est véritablement en jeu, c'est, d'une part, la liquidation de la résistance à l'occupation et l'extension de la colonisation sur la rive occidentale du Jourdain et, d'autre part, les élections en Israël. À cette occasion, les partis gouvernementaux veulent reconquérir le terrain perdu sur l'opposition d'extrême droite, dirigée par Benjamin Netanyahu, grâce à une action militaire d'envergure.

Le gouvernement israélien présente systématiquement ses propres méfaits comme de "l'autodéfense". Israël réussit ainsi à susciter l'illusion qu'il n'a pas souhaité cette violence mais qu'il y est contraint par la violence du Hamas. Cette présentation des choses, reprise par de nombreux médias, repose sur une lecture fausse des faits pour au moins deux raisons.

Tout d'abord elle oublie l'histoire récente. Israël n'est pas la victime, mais le régisseur de ce drame. Comme force d'occupation, Israël contrôle l'espace aérien, les frontières, l'eau et les va-et-vient des Palestiniens de Gaza (et de la rive occidentale du Jourdain). Depuis que Gaza a été décrété « territoire hostile », en septembre 2007, après la prise de pouvoir par le Hamas, Israël bloque l'accès aux fournitures élémentaires. Les conséquences sont dramatiques. Il y a pénurie de tout : nourriture, médicaments, pétrole pour maintenir en fonction les générateurs d'électricité. Toute une population est affamée. Une étude récente démontre que 46 % des enfants souffrent d'anémie aiguë. « L'idée, selon un conseiller du Premier ministre israélien, il y a deux ans, est de mettre les Palestiniens au régime,non de les faire mourir de faim ». Cet objectif scandaleux est atteint. Selon la Croix Rouge, 70 % de la population souffrent d'un manque de nourriture. Il ne s'agit pas ici des conséquences de quelque catastrophe naturelle, mais des suites d'une politique consciente d'un État qui aime s'autoproclamer la seule démocratie au Moyen-Orient. Richard Falk, le rapporteur spécial des Nations-Unies parle d'une « infraction flagrante et massive au droit humanitaire international ».

En outre, on suscite l'impression fausse que Gaza et Israël sont deux adversaires sur pied d'égalité. Israël dispose d'une des armées les mieux équipées au monde contre laquelle les milices palestiniennes ne forment même pas un parti. Dans la mise en route de sa machine de guerre, le gouvernement israélien – au mépris des règles humanitaires – n'épargne aucune vie humaine. La dernière grande attaque sur Gaza, en février 2008, a fait 112 morts, dont un grand nombre de femmes et d'enfants. Bien que toute victime soit une victime de trop, il est important de rappeler que le nombre de morts palestiniens est un multiple des morts israéliens. Le site web du Middle East Policy Council nous apprend qu'en 2008, 29 Israéliens ont été tués contre 432 du côté palestinien. Du côté israélien il s'agit d'une forte diminution depuis 2002, qui totalisa 422 tués. Du côté palestinien, le prix payé est extrêmement élevé : de 1072 tués en 2002 à 432 en 2008, les centaines de morts de ces derniers jours non comptés. Ces chiffres ne tiennent pas compte des nombreux décès dus à l'embargo contre Gaza.

La politique délibérée de punition collective et de famine pour toute une population, dans l'espoir qu'elle se détourne des dirigeants qu'elle a élus, se produit sous les yeux de la communauté internationale. Des rapports bien documentés du rapporteur spécial sur les Droits de l'Homme pour les Nations Unies et des organisations des Droits de l'Homme sont classés sans suite. Le rapporteur spécial Richard Falk a demandé en vain une action immédiate contre ces « atteintes permanentes et à grande échelle au droit humain fondamental à la vie ». Il a demandé que les Nations-Unies fournissent un effort urgent pour protéger la population civile qui « est punie collectivement par une politique qui est égale à la commission de crimes contre l'humanité ». Peut-on être plus clair ?

Malgré cela, les États-Unis et l'Union européenne ont fait tout le contraire pendant tout ce temps. Les Etats-Unis déversent chaque année 2.5 milliards de dollars d'aide militaire à la force d'occupation israélienne et multiplient les accords et projets de collaboration militaire. Washington a toujours soutenu la politique israélienne contre Gaza et a fait savoir qu'il soutient l'impitoyable campagne militaire en cours. L'Union européenne n'a aucune objection à de bonnes relations avec Israël. Mieux encore. Au dernier sommet européen, début décembre, le Conseil de l'Union européenne a même décidé de « revaloriser » ses relations avec Israël, malgré un vote négatif du parlement européen.

Cette politique cynique des deux grandes puissances est en bonne voie d'enterrer le droit international. Elle sape ainsi toute autorité pour faire la leçon à d'autres en cette matière, alors qu'il y a précisément urgence pour une pression internationale qui mette fin à l'intervention sanglante de l'armée israélienne et au blocus inhumain de Gaza. Nous appelons dès lors à une condamnation vigoureuse d'Israël et à la suspension de tous les accords commerciaux et diplomatiques avec Israël tant que continue la politique d'occupation.

Auteurs du texte : Ludo De Brabander, responsable de l'asbl Vrede et lecteur à l'École supérieure Artevelde de Gand ;Ludo De Witte, publiciste ; Nadia Fadil, post-doctorante à l'Université européenne de Florence et à la KULeuven

Vous pouvez apporter votre soutien à ce texte qui circule comme pétition en envoyant un courriel à Nadine Rosa-Rosso nadinerr@gmail.com

Repris de http://www.legrandsoir.info/spip.php?article7758

Manifestation

Gaza – Halte à l'agression militaire – Levée du blocus

Application du droit international

Arrêt de la collaboration militaire Suisse-Israël

Berne:
samedi 10 janvier 2009
à 14h30 - Schützenmatte